

Résistance face à la tyrannie vaccinale de Macron : il faut mettre une pression monumentale sur les députés



[Source : reinformation.tv]

Par Jeanne Smits

On ne le leur pardonnera pas. Si les parlementaires – et en particulier les élus à l'Assemblée nationale qui auront la haute main – adoptent le texte d'instauration de la tyrannie voulue par Emmanuel Macron, il faut qu'ils sachent qu'ils seront politiquement morts. Tout député qui votera la soumission des Français à un régime de facto de « vaccination » obligatoire pour pouvoir vivre normalement, travailler, recevoir un salaire, se déplacer, aller au café ou au restaurant visiter ses anciens, aller faire ses courses (dans une « grand » centre commercial, en attendant l'interdiction pure et simple de commercer), doit savoir que son acte proprement terroriste sera répertorié et retenu contre lui. Face à la tyrannie vaccinale, un seul mot d'ordre : aujourd'hui, il faut mettre une pression monumentale sur les députés et les sénateurs. C'est l'heure de la résistance.

Ils auront des comptes à rendre et demain, lorsque cette folie sera derrière nous, ce n'est pas un « pass sanitaire » qui leur permettra de poursuivre leur carrière politique, car de carrière politique, ils n'en auront plus.

Résistance à la tyrannie : un droit et encore plus, un devoir !

On ne se contentera pas de leur abstention, et encore moins de leur absence, si jamais ils n'ont pas envie de perturber leurs vacances par une session extraordinaire du Parlement, annoncée à compter du 21 juillet. Ils ont un rôle, pour lequel ils ont été élus. Sans doute le cynisme politicien pourra-t-il les pousser à se désintéresser de la cause ou, pire, les inciter à approuver les visées tyranniques d'Emmanuel Macron et de ceux qui l'entourent – et pire, de ceux qui le pilotent, comme on mène un bateau... et en bateau.

Mais ce qui leur est demandé, ce n'est même pas du courage. C'est la simple défense de leurs propres intérêts, de leur propre carrière. On ne leur demande même pas de résister à la vaccination obligatoire par amour de leurs compatriotes ou pour être fidèles à leur éventuel sens de l'honneur. S'ils

choisissent de soumettre hommes, femmes et adolescents à cette gigantesque et maléfique expérience de suivi et de traçage de toute la population – car c’est aussi de cela qu’il s’agit – ils seront « morts ». Politiquement morts, socialement morts (et non, ces mots ne doivent pas nous faire peur, car c’est précisément ce qui est en cours de mise en place : la mort sociale de ceux qui ne se vaccineront pas).

Insistons là-dessus. Il n’y a pas – pas encore comme l’a laissé entendre Macron – d’obligation vaccinale générale. Mais il y a bien un « QR code pour tous », et, déjà, un système de crédit social tel qu’il existe, et nous répugne, en Chine, avec le pass sanitaire. Et les conditions du pass sanitaire sont telles qu’elles reviennent à une vaccination obligatoire pour tous, avec un QR code toujours, permettant de suivre à la trace et dans tous les actes de la vie chaque citoyen, dès 12 ans.

Macron veut le vaccin obligatoire pour tous, Laurent Alexandre l’a compris

Laurent Alexandre l’a bien compris, ce médecin-urologue « penseur » de la quatrième révolution industrielle et du dépassement de l’homme par l’intelligence artificielle. Avec gourmandise, il a salué les annonces d’Emmanuel Macron, lundi :

« Franchement je ne pensais pas que @EmmanuelMacron rendrait de fait le vaccin obligatoire. Sans pass la vie est TOTALEMENT IMPOSSIBLE : on ne peut même plus prendre le train nous (sic) aller au café. Et il est inhumain de faire 15 PCR par mois ! »

Et un peu plus tard : « Je n’imaginais pas une seconde que la vaccination obligatoire serait AUSSI HARD ! C’est justifié mais très violent ! Les soignants ne seront plus payés à partir du 15 septembre. »

Tout aussi goulûment, il saluait ce jeudi la tournure que prend le projet de loi visant à rendre obligatoire le pass sanitaire (avec vaccination ou test COVID négatif de moins de 48 heures), avec sa pression inouïe sur les professionnels : » Un cafetier ou un restaurateur qui ne contrôlerait pas le pass sanitaire sera puni de 45.000 euros d’amende et un an de prison en cas de récidive. »

Quiconque votera une telle disposition prendra une responsabilité dont il devra être conscient.

Les députés doivent subir une pression monumentale comme ils n’en ont jamais vue

C’est maintenant, aujourd’hui, qu’il faut écrire et faire écrire à son député et lui envoyer des courriers électroniques, téléphoner à sa permanence, lui rappeler que son vote sera public, que nul ne l’oubliera et que nous nous chargerons de le rappeler. Peu importe sa couleur politique. Peu importe la nôtre. Extrême droite, extrême gauche et même extrême centre n’ont plus de

sens face à ce qui se prépare. Nous ne sommes pas dans un combat partisan. Les options politiques sont sans objet, c'est une bataille de simple survie qui aujourd'hui, peut et donc doit se mener sur le front parlementaire. Chaque circonscription devra avoir son association locale pour suivre « son » député, le pister plus sûrement, plus justement et plus intelligemment qu'une surveillance numérique ; pour le faire battre s'il a voté pour le QR code et la tyrannie vaccinale ou s'est abstenu, et pour le faire réélire s'il s'y est opposé – quelle que soit sa couleur politique.

Car si les élus des Français doivent aujourd'hui être mis devant leur responsabilité historique, la responsabilité de le faire, avec ténacité et sans peur, est celle de chacun. Nous sommes nombreux. Nous sommes des millions. Il suffit de descendre dans la rue et d'écouter les conversations de trottoir et de café pour le constater : ils sont nombreux, les Français qui ne veulent pas céder à l'odieux chantage.

Il faut le redire : nous vivons des heures totalement inédites. La France a connu des guerres, des autocrates, des occupations, des persécutions religieuses, la Terreur. Mais jamais aucun gouvernement n'a prétendu, n'a osé soumettre les plus élémentaires libertés d'aller et de venir, de vendre et d'acheter, de soigner et de nourrir, d'assister au concert ou au théâtre, à l'injection dans le corps d'une substance expérimentale aux effets inconnus à long terme, et aux effets secondaires graves dont le nombre se révèle déjà exceptionnel. Personne n'a jamais osé (ni pu, mais des capacités techniques sans précédent) est aujourd'hui entre les mains du pouvoir « marquer » chacun. Apocalyptique ?

Marquer chaque Français : Emmanuel Macron instaure le crédit social à la chinoise

La liste des mensonges et des contradictions qui accompagnent cette mise en place d'une tyrannie effroyable dans son totalitarisme signe le crime. Macron avait déclaré d'emblée que nous étions « en guerre » contre un ennemi invisible. 18 mois plus tard, on s'aperçoit que l'espérance de vie pour 2020 est exactement la même... qu'en 2015. Ce sont toujours les personnes très âgées et très fragiles qui meurent « du COVID » – vaccinées ou non d'ailleurs – comme de n'importe quelle grippe ou pneumopathie.

Macron brandit l'épouvantail du variant « Delta », ou indien du SARS-CoV-2, qui mériterait un article à lui tout seul. Il est sans doute plus contagieux que les autres, mais certainement moins meurtrier. On prétend « vacciner » pour « protéger » les populations, mais il est quasiment interdit de soigner les malades au moyen de remèdes dont l'efficacité se constate dans des pays moins avancés que le nôtre, et qui par bonheur pour eux, « manquent » de vaccins. En France, le nombre d'hospitalisations comme le taux d'occupation des réanimations et soins intensifs ne cessent de décroître, et l'on comptait en ce 14 juillet 2021 exactement six (6) décès officiellement attribués au COVID.

La majorité des Français n'a plus peur : il suffit de voir comment ils se

promènent, s'embrassent, retrouvent sans masques un peu de la douceur de vivre de ce beau pays, et la vie sociale, et l'amitié, si tant est qu'ils les aient abandonnées. Macron les dresse maintenant les uns contre les autres au nom de nouvelles peurs créées de toutes pièces.

Ne laissons pas le Parlement entériner cela !

Jeanne Smits